

“Mal-langues” et globalisation

La globalisation économique tend éminemment à transformer les approches de la fonction du langage dans les processus productifs. Fonction au sens d'utilité, de moyen, parmi d'autres, pour optimiser les résultats - qui se mesurent en gain ou en perte de parts de marché rapportés au “cash flow” - dans les circuits de réalisation de la valeur. C'est à dire, pour réduire les coûts de sortie (“outputs”: la commercialisation), les coûts d'entrée (“inputs”: les informations fournies par le marché déterminant une production spécifique (investissements pré-productifs: études de marché, innovations techniques, etc.) et ceux qui affectent l'unité de production proprement dite: le mésosegment de cet ensemble fonctionnel dont le produit final s'interprète à travers des mesures de valeurs. Celles-ci possèdent une variabilité dans le mouvement des formes qui les transportent et, en outre, valeurs et prix ne renvoient pas à des référents naturels: la variabilité de la monnaie par exemple se rapporte soit à sa fonction, soit à sa forme ou à la pluralité de ses significations relatives aux ethos sociaux qui les produit, donc du langage. Ainsi le dollar et l'Euro, formes culturelles et langagières des mesures de valeurs, sont des “événements” de changements culturels qui traversent les champs de la fonction, du sens et de la forme. A travers elles et parce qu'elles effacent un bon nombre de formes historicisées de mesures de valeurs - les anciennes monnaies nationales - s'insinuent des catégories de pensée univoques.

On perçoit à quel point l'ensemble fonctionnel de production est soumis pour chacun de ses segments à un processus complexe libérant une quantité d'incertitudes. Leur maîtrise impérative passe par celle de “la” langue en tant que contrôle “des” langues, c'est à dire leur limitation: parce que les segments nécessitent une langue fonctionnelle, pour comparer des valeurs et/ou leurs “significations”, mais aussi parce que c'est elle qui charpente l'ensemble, la structure. C'est cela qui spécifie la globalisation en regard des formes antérieures de mondialisation des circuits de l'économie dont dépendaient les relations interétatiques: les relations internationales. Immédiatement antérieures, les ensembles de production étaient “multinationaux”. Ce qui montre que leurs différents segments s'inséraient de façon cohérente dans une “langue nationale”, “intra-nationale”: “multinationale” signifie alors “multi-langues nationales”, avec une, ou des, langues de transferts “inter” nationales. Avec la globalisation, les langues de transfert tendent à s'imposer comme “infra” langues substituées aux intra-langues. Il est tout à fait claire que l'arabisation totale décrétée en Algérie en juin 1998, n'a pas, pour cette raison, résisté à la poussée des langues de transfert: l'anglais, bien sûr, et le français. En France, la loi Toubon contre les anglicismes est tombée en obsolescence du fait de la prolifération de l'anglais par le Web.

Je soutiens l'hypothèse que le “socioprofessionnel” relèvera des grandes langues d'échange, nationales et internationales: le lieu de la Vergesellschaftung. Et les langues professionnelles seront la modalité d'affiliation à la grande société ; le socioculturel pourra relever des “patois”, mais aussi des langues devenues subalternes pour leur “non-efficacité” dans les connexions des réseaux économiques soucieux d'optimiser ainsi leur puissance opérationnelle.

Ainsi avec la “mal-vie”, la “mal-bouffe” se décline en “mal-langage”. Cela n'exclut pas des usages moyens de la langue, en regard des représentations catégorielles dominantes actuelles de la société: celles des “classes moyennes”. Mais, la valeur culturelle univoque, de forme, de sens et de fonction, qu'incarne le mot “entreprise” tend, d'une façon générale, à s'imposer, et redoublant de la sorte l'espace d'assignation de l'“ouvrier-salarié” en augmentant la mal-vie par la mal-langue.

J'ai opéré une approche empirique de ces processus chez T..., D'origine japonaise, dans les années 80. L'encadrement était tenu d'utiliser le français dans l'ordonnement

hiérarchique de la production. Depuis quatre ans, l'anglais s'impose à l'ensemble des cadres, de gestion et des méthodes, et tend à devenir le médium symbolique d'usage au niveau moyen des opérations manuelles. La problématique ci-dessus induisait logiquement de prendre comme point de départ une optique sémantique de la production du mot "entreprise".

Comme médium, l'anglais s'inscrit dans une double symbolique: de communication pure, pour l'efficacité économique ; mais plus encore de subsumation de l'effet idéologique du modèle qui tend à recouvrir l'ensemble des activités humaines énoncé sous le mot "entreprise": énoncé ou cristallisation du paradigme de la globalisation, l'individualisme comme mode de détermination des pratiques associées. En tant que centre de production de marchandises - des biens symboliques et matériels - le mot "entreprise", qui se veut référé à son acception dans la science économique, est surtout d'emploi idéologique. Sa production se relie étroitement au modèle qui structure la globalisation. Selon les époques et les champs sociaux, selon donc les paradigmes dominants qui les traversent ou les imprègnent, c'est la "manufacture", la "fabrique", "l'usine", la "mine", la "boutique", la "boîte" ou "l'atelier". Mais l'entreprise est surtout industrielle.

Ce n'est que par commodité idéologique en vue de la légitimation de l'économie de marché - de marché capitaliste s'entend -, valant pour conformation d'habitus proprement "libéraux", que le mot "entreprise" est extensif au domaine de la "création" et de l'"action": cela veut dire, quand ce n'est pas aussi une injonction, que "chacun" pris au sens d'un universalisme de "l'individu-sujet-démocratique" - un universalisme qui se décline en *pensée unique* d'époque, donc sujet à variation - peut créer "son entreprise", l'individu étant lui-même "sa propre entreprise": de se produire par conséquent comme individu "projet d'entreprise". On voit comment la connotation attache au plus haut degré de fascination, proprement idéologique, représentée par "l'entreprise industrielle" dont chacun sait qu'elle est dominée par la finance ; ce qui en rajoute à la fascination en visée d'adhésion indéfectible à l'échange marchand sacralisé par la sacralisation de l'individu qui aurait atteint, par sa pratique, son point de finitude, le télos, sous une "émancipation de la contrainte collective", évidemment artificieuse.

Cependant "l'entreprise" est sociale ; c'est dire qu'elle est d'abord collective. Autrement dit, c'est banal, il s'y fabrique, ou plutôt s'y entretient de la différenciation sociale, à partir des distinctions proprement sociales découlant des différents degrés techniques: de commandement et de la maîtrise technique des commandements, tout autant que des techniques de production qui ont besoin de "savoirs faire". Ceux-ci sont, au sens littéral et social, "ouvriers" ; tout autant ceux des ouvriers-exécutants que ceux des inventeurs qui mettent en oeuvre de la "matière grise". De leur appropriation dépend la continuité de la reproduction interne de la distribution du pouvoir sur la production et, rapportée à la plus-value, sur son produit monétaire. Du coup, l'appropriation conditionne évidemment la continuité de la reproduction externe des distributions de pouvoir au sein de la structure des classements sociaux.

C'est la tendance au formatage du langage, sur laquelle s'est centrée notamment, dans le prolongement de la linguistique, l'analyse lacanienne, qui devient décisive. Elle se forme essentiellement aujourd'hui dans, et par l'entreprise, sur un discours autour de la notion de "qualité totale" à laquelle le salarié - le "sujet" - doit, in fine, s'identifier. L'"entreprise" en fait une règle déontologique appliquée à celle de "citoyenneté": pour le salarié, ses fonctions dans l'entreprise en font un responsable, par rapport au client, qui équivaut au devoir de "citoyenneté". Il n'est plus seulement responsable devant le patron, mais un coupable potentiel par défaut de citoyenneté vis à vis du client que l'on est censé servir. Ainsi, demander plus au salarié, plus de travail et de productivité, substitue-t-il opportunément une fonction citoyenne à la logique du lien travail-profit, c'est à dire un salarié en recherche d'un progrès permanent en vue de la satisfaction du "client", pour qu'en fin du compte, il se fasse sujet virtuel formaté par une cause transcendante: d'évidence une cause trompeuse.

Les mots n'expriment jamais tout à fait ce qu'on veut leur faire dire ; pour l'entreprise, les mots, au sens où ils possèdent une opacité et une épaisseur propre qui réfère à une variété

d'interprétations - et donc peuvent servir à plusieurs fins -, ont une résistance qu'il faut rompre, c'est à dire "aliéner". Cependant, le problème de l'aliénation du langage c'est qu'à travers le langage se joue le problème de l'aliénation des pensées. C'est pourquoi, sur la "qualité totale" affleure l'aliénation auquel contribue l'aliénation des mots ; elle y contribue de telle manière qu'elle incorpore les capacités des salariés à la machinerie sociale de l'entreprise, qui est du coup une "entreprise" réelle, tout autant que symbolique, de fabrication du formatage. C'est ce qui donne la caractéristique de l'"entreprise" (capitaliste) qui ne peut fonctionner que dans un rapport social de domination.

Dans le cas d'espèce du salarié qui déclare "j'ai besoin de me reposer", se "reposer" ça n'existe pas. Ou plutôt, ça ne doit pas exister comme signifié rapporté à un délaissé de l'entreprise. "J'ai besoin de me reposer" vise le patron, c'est une critique qui lui est adressée dans un rapport qui sous entend un rapport dominant/dominé. Dans l'ordre dominant, le signifiant "se reposer" doit au contraire attester d'une volonté de régénération dynamique. Elle doit être une réaction en vue d'une remobilisation pour atteindre l'objectif, conféré au client et comme vertu citoyenne. Aussi, au signifié "se reposer" du salarié-aliéné, s'oppose celui du salarié-citoyen qui appelle inventivité, innovation, etc: "se reposer" doit signifier "stages", "formation", "mise à niveau"!

C'est ainsi la régénération permanente de l'"entreprise" - autrement dit de l'augmentation de ses résultats monétaires - qui est visée: la sélection physique du corps et l'investissement-réinvestissement du corps se fait par la langue. En même temps elle tend à l'effacement du sujet.

On distingue mieux maintenant l'appropriation-aliénation dont résulte l'expression "entreprise citoyenne". La légitimation actuelle de l'"entreprise" passe par l'emploi de convenance d'un mot socialement légitimé: la citoyenneté, pour, en profitant de sa force symbolique - supposée telle, car s'appuyer sur un impact symbolique attendu est toujours une hypothèse incertaine -, travestir un réel qui la dément et la conteste de part en part, tant dans la chaîne hiérarchique interne que dans le motif - le profit: sa raison suffisante - qui l'établit et sur lequel elle cherche sans relâche à se pérenniser. C'est pourquoi le formatage nécessite des technologies et donc des "activités" qui engagent des coûts. Les "unités élémentaires de travail" qui se développent actuellement en forment un des modèles. Composées de dix à trente personnes, elles ne sont pas une interface de conflits, ni un espace de "participation" comme les "cercles de qualité" - supprimés pour risque potentiel de pouvoirs parallèles à la hiérarchie - mais le circuit par lequel, par le biais de personnels d'encadrement (sorte de fonctionnaires eux-mêmes sous contrôle hiérarchique), "l'entreprise" répercute le "discours central et "parle" à chacun.

Et cela, avec l'introduction des nouvelles technologies, renvoie à une difficulté croissante, dont celle de transformer en marchandises les productions qui leur correspondent ; c'est la loi de la valeur qui l'y oblige, et c'est de plus en plus difficile à la reproduire. Tel est l'enjeu de la maîtrise de la langue dans l'ensemble du plateau constitué par "l'entreprise élargit": le coeur du métier, la conception, le marketing et l'anticipation des "désirs du client", où s'incarne la contradiction actuelle de l'économie capitaliste.

Le contrôle de la langue, c'est le contrôle de la pensée dont l'entreprise ne peut faire l'économie. Les coûts qu'elle incorpore dans son activité sont aussi des coûts d'exclusion par des procédés de sélection, pour en diminuer le volume. Car, dans l'"entreprise", comme dans l'habitat, la mise à l'écart de l'"ouvrier", qui selon Maurice Halbwachs: "participe ainsi moins à la vie sociale", reçoit une application au sol: l'ouvrier est mis dans l'atelier, à l'écart de la vie de "l'entreprise", c'est à dire de la "vie sociale" qui a conquis une légitimité dans l'ensemble productif.

Comme dans la ville donc, où le contrôle social se décline en politiques publiques, dans l'ensemble productif, le "contrôle social" met l'accent sur l'appropriation des langues, des langages et des signes, des codes symboliques de communication et du contrôle de leur emploi,

de leurs usages: celui des mots aussi parce qu'ils se rapportent à des usages, des usages sociaux, donc des stratégies sociales. Leur appropriation se réfère à des usages contradictoires qui recouvre les différenciations sociales des espaces sociaux occupés, des assignations de rôles et d'espaces assignés aux rôles, des fonctions et des interdépendances de rôles, de fonctions et de services - le bureau, l'administration, le travail intellectuel, d'ingénierie, de management: de génie industriel, commercial ou des méthodes, et l'exécution: le travail manuel -, appropriation qui profite à la différenciation sociale.

La répartition sociale se fait au sol et dans les étages du bâtiment de l'ensemble productif, indiquant par où passe la hiérarchie et la différenciation sociale ; le bureau du Président en occupe le sommet. Cette représentation physique de la chaîne hiérarchique aide à comprendre les mouvements ascendants et descendants qui proviennent des conflits de langue et qui perturbent l'ordonnement. Mais c'est ainsi que, du coup, ils deviennent des lieux de sélection sociale, non de compétences sociales, mais de compétences techniques.

La langue est donc toujours un enjeu productif, pour la production proprement dite et pour celle de la reproduction sociale de l'ordre social externe et interne à l'entreprise. Dans ce dernier, le "sujet" n'est bien disponible que lorsque l'on contrôle sa maison et sa langue - sinon, ce qui est mieux, lorsque l'on a détruit physiquement ou symboliquement l'un et l'autre - et qu'on peut lui offrir, sur sa propre demande dirigée, une langue de survie, prêt à porter langagier marchandisé - sur le marché des langues - comme le sont les HLM, les logements offerts dans les supermarchés d'État, ou les sections d'Éducation Spécialisées.

Ce travail de dissolution, par appropriation et reformulation à des fins productives, n'est pas à l'abri des résistances objectives dans les interstices de l'organisation, lieux et instants de fuite subreptice - le vestiaire, le W-C, etc.: autant de lieux d'incertitude qui montrent l'instabilité du système impliquant des investissements de forme: des "actions de contrôle", elles aussi fournies par le marché. Il est donc difficile de dire si ces résistances serviront de diversion ou d'exutoire, ou si à long terme, il peut la subvertir par des résistances subjectives. En tout cas, la question se pose de savoir si cela peut aider les "sujets" à résister à la "sociation" par le commandement central de l'"entreprise".

Comme dans l'intégration aux formes de la vie urbaine, où le terme mitigé de "banlieue périphérique" signale mieux la réalité concrète d'un rapport à la ville doublé encore de la privation d'une vie à laquelle on reste périphérique, les interstices sociaux sont bien une "troisième zone": ni l'"entreprise", ni le "professionnel", mais un délaissé professionnel et un délaissé productif en même temps, qui tend à déchirer l'unanimité initiale liée à l'illusion du rêve - comme l'était celle de la "ville moderne" -: les ultra-modernes "projets et cultures d'entreprise".

L'informatique devient un de ces instruments du contrôle, pas seulement donc un instrument de contrôle direct de "ce qui se dit et se pense" chez chacun des employés - pratique aujourd'hui courante par l'usage de logiciels spécialisés - mais *d'appropriation à des fins productives*: Le paradigme se calque sur le langage informatique: la programmation donnée comme rationalité supérieure. Si les nouvelles techniques de communication ont une utilité, c'est surtout en regard de ce qui se pense comme possibilité de "libérer" la langue des pesanteurs dont peuvent se nourrir les résistances, y compris ses pesanteurs académiques: vocabulaire et grammaire. L'emploi des néologismes constitue une nécessité pour le contrôle des dynamiques de résistance ouvertes par la continuité académique et les rabattre sur des utilisations en vue de la valorisation (transformations de l'orthographe et de la grammaire par les échanges mi-oraux, mi-écrits avec l'"e mail", l'effet fixateur de normes des corrections automatiques et des traducteurs de textes).

Dans ce registre, le formatage s'agence comme projet homologue au système de numération algorithmique: à la programmation par le langage informatique correspond la programmation des conduites, subsumant toutes les volitions, en vue des opérations productives pilotées par "l'économie" de l'entreprise se faisant nature. L'aspiration au

formatage tend vers un idéal, le signe qui aliène les sens, jusqu'à les éclipser, pour devenir raison ou légitimité suffisante, pour, ayant réduit la distance entre signifiant et signifié, ne faire exister qu'elle. Autrement dit, que le signe, la forme suggérée par le mot "entreprise", suffise, jusqu'à s'absenter de tout sens, pour atteindre la rationalité fonctionnelle parfaite ; où le signe ne peut plus s'emplier que du sens de la logique de l'entreprise capitaliste et où la subjectivité" ne soit, sous peine d'inefficacité, ni requise, ni permise: donc ni probable, ni possible.

Cependant, le signe engage des sens et des résistances. Avec l'Internet, on ne sort pas vraiment de l'écrit qui sous-entend des formes scolastiques, articulé sur une raison spécifique, et tout spécialement la "raison graphique" dont l'écrit langagier fait partie (des tableaux, des listes, des graphiques, des schémas et des images fonctionnelles). Du coup, il devient un champ de luttes pour le contrôle de nouveaux langages, c'est à dire pour le pouvoir d'imposer ce qui ressort d'un "langage légitime", en regard des exigences productives mesurées en plus-value argent, faisant surgir des dispositifs d'autonomie langagière, de fuite hors du champ du capital, et laissant ainsi toujours ouvert, à partir des réels vécus - les injustices -, les reformations symboliques aptes à nourrir les oppositions radicales aux modèles langagiers dominants, lesquels fournissent les représentations synthétiques, de sens et de valeur, du modèle productif entrepreneurial qui prévaut.

A terme, la globalisation signifie l'émergence d'un marché des langues professionnelles définies par leur efficacité économique et leur degré d'imprégnation dans les objets techniques. La règle économique d'entrée sur un marché, la capacité capitalistique, range d'emblée les langues socioculturelles hors marché. Mais elles tendront du coup à ouvrir de nouveaux espaces d'incertitude. Il n'est pas sûr dès lors, qu'elles puissent échapper à devenir des produits de marché, sur des seconds marchés, ou des marchés subalternes dualisés.